
David Hofmann

Docteur en droit
Avocat au barreau de Genève

Christian Lüscher

Avocat au barreau de Genève
LL.M.

Le Code de procédure civile

2^e édition

Préface du Professeur Nicolas Jeandin



Stämpfli Editions

Table des matières

Préface	V
Remerciements.....	VII
Plan	IX
Table des abréviations.....	XVII
Sources.....	XXV
A. Travaux préparatoires.....	XXV
B. Bibliographie.....	XXIX
 I. Introduction.....	 1
A. La répartition des compétences	3
B. Le champ d'application du CPC.....	6
C. Les compétences cantonales.....	10
1. L'organisation matérielle et fonctionnelle des tribunaux.....	10
1.1. Le principe.....	10
1.2. Les exceptions	12
1.2.1 L'instance cantonale unique	12
1.2.2 Le tribunal de commerce	15
1.2.3 Les litiges sur l'assurance-maladie complémentaire (et sur l'assurance-accidents complémentaire)	18
1.2.4 La saisine directe du tribunal cantonal supérieur	19
2. Les compétences cantonales résiduelles en matière de procédure	20
D. L'interprétation.....	21
 II. Dispositions générales.....	 25
A. La compétence locale	25
B. La récusation	32
1. Les motifs de récusation	32
2. La procédure de récusation	35
C. Les principes généraux de procédure	38
1. Les principes de base de la procédure civile.....	38
1.1. Le principe de la bonne foi.....	38
1.2. Le droit d'être entendu	39
1.3. Le principe de publicité.....	42

1.4. Les faits : la maxime des débats (par opposition à la maxime inquisitoire)	44
1.5. Le droit : l'application du droit d'office.....	47
1.6. Les conclusions : le principe de disposition (par opposition à la maxime d'office).....	48
1.7. L'interdiction du formalisme excessif.....	49
1.8. Le principe d'égalité des armes	49
1.9. La bonne (ou saine) administration de la justice	50
2. La conduite du procès par le juge et les actes de procédure	50
2.1. La conduite du procès par le juge.....	50
2.2. La forme des actes de procédure	53
3. Les types d'actions.....	59
D. Les conditions de recevabilité	66
E. La litispendance.....	71
1. Le début de la litispendance et les conséquences.....	71
2. Le retrait de la demande.....	74
F. Les parties, les représentants et les tiers.....	75
1. Les parties	75
2. La représentation.....	80
3. Les tiers.....	83
3.1. L'intervention principale.....	83
3.2. L'intervention accessoire	84
3.3. La dénonciation d'instance.....	86
3.4. L'appel en cause.....	87
G. La valeur litigieuse et les frais.....	90
1. La valeur litigieuse.....	90
2. Les frais.....	92
2.1. Définitions et principes généraux.....	92
2.2. La répartition des frais.....	101
2.3. Exceptions	105
3. L'assistance judiciaire.....	107
3.1. Les conditions	107
3.2. La procédure.....	110
H. Les délais et le défaut	114
1. Les délais	114
1.1. Le calcul des délais	114
1.2. La suspension des délais.....	117
1.3. Exemples	122
2. Le défaut	125

III. L'administration des preuves	127
A. Les principes généraux	127
B. L'obligation de collaborer et le refus de collaborer	133
1. Le principe	133
2. Le droit de refus de collaborer des parties	136
3. Le droit de refus de collaborer des tiers	137
C. Le témoignage	140
D. Le titre	143
E. L'inspection	145
F. L'expertise	146
G. Les renseignements écrits	151
H. L'interrogatoire et la déposition des parties	153
I. L'entraide intercantonale	155
IV. Les types de procédure	157
A. Remarques introductives	157
B. La procédure de conciliation	160
1. Le principe de la conciliation obligatoire et les exceptions	161
2. Les exigences fixées à l'autorité de conciliation	167
3. Le résultat de la procédure de conciliation	170
3.1. L'aboutissement de la conciliation	170
3.2. L'absence d'accord et la délivrance de l'autorisation de procéder	171
3.3. L'absence d'accord et la proposition de jugement	177
3.4. L'absence d'accord et la décision	183
3.5. La contestation de la procédure de conciliation	184
4. La procédure de conciliation	188
C. La médiation	195
1. Considérations générales et définition	195
2. Le processus de médiation	196
D. La procédure ordinaire	198
1. Considérations générales et relations avec les autres procédures	198
2. Le début de la procédure : le dépôt de la demande et la réponse	199
3. Les audiences	206
4. La modification de la demande et les faits nouveaux	211
4.1. Brève récapitulation des discussions parlementaires	211
4.2. Le compromis du Conseil national – solution du CPC	211
4.3. Récapitulation, schéma et exemples	213

5.	La décision du tribunal.....	215
E.	La procédure simplifiée.....	220
1.	Le champ d'application.....	221
2.	La forme de la demande.....	224
3.	Le déroulement de la procédure.....	226
F.	La procédure sommaire.....	231
1.	Le champ d'application.....	232
2.	La procédure	234
2.1.	La requête.....	235
2.2.	Après le dépôt de la requête	235
2.3.	La preuve par pièces.....	236
2.4.	L'irrecevabilité	238
2.5.	Applicabilité des règles de la procédure ordinaire ?.....	238
3.	La protection dans les cas clairs.....	242
4.	La mise à ban	245
5.	Les mesures provisionnelles	246
5.1.	Définition et conditions.....	246
5.2.	Les mesures superprovisionnelles	249
5.3.	L'instruction.....	250
5.4.	Les mesures à l'encontre des médias à caractère périodique.....	251
5.5.	La validation des mesures provisionnelles	253
5.6.	Règles particulières	253
6.	Le mémoire préventif.....	255
G.	Les procédures en droit de la famille	257
1.	Les mesures protectrices de l'union conjugale	257
2.	La procédure de divorce.....	261
2.1.	La partie générale.....	261
2.2.	La requête commune	264
2.2.1	La requête commune avec accord complet.....	265
2.2.2	La requête commune avec accord partiel	266
2.3.	La demande unilatérale	267
3.	La procédure de séparation de corps et en annulation du mariage.....	271
4.	La procédure applicable aux enfants dans les affaires de droit de la famille	272
4.1.	Généralités.....	272
4.2.	Les procédures de droit matrimonial.....	274
4.3.	La procédure sommaire.....	275
4.4.	La demande d'aliments et l'action en paternité.....	276
5.	La procédure en matière de partenariat enregistré	279

V.	Les voies de droit.....	281
A.	Remarques introductives	281
B.	L'appel	283
1.	Les actes sujets à appel	283
2.	La rédaction de l'appel.....	286
3.	L'effet suspensif.....	289
4.	L'instruction de l'appel.....	291
5.	L'admissibilité des faits et moyens de preuve nouveaux.....	293
C.	Le recours.....	296
1.	Les actes sujets à recours	296
2.	Les motifs de recours et l'instruction du recours	300
3.	Les faits nouveaux et les conclusions nouvelles	304
D.	La révision.....	306
E.	L'interprétation et la rectification.....	311
VI.	L'exécution	315
A.	L'exécution des décisions	315
1.	Généralités et définitions	315
2.	Procédure	317
3.	Les mesures d'exécution.....	319
B.	L'exécution des titres authentiques	322
1.	Considérations générales	322
2.	La création du titre authentique exécutoire.....	323
2.1.	Un titre authentique.....	323
2.2.	La reconnaissance expresse de l'exécution selon les articles 347 à 352 CPC.....	324
2.3.	La mention de la cause juridique.....	325
2.4.	Une prestation suffisamment déterminée, explicitement reconnue et exigible.....	326
2.5.	Les domaines exclus.....	326
3.	La procédure d'exécution	328
3.1.	L'exécution des titres portant sur une prestation en argent.....	328
3.2.	L'exécution des titres portant sur une autre prestation	329
4.	L'examen judiciaire	333
VII.	L'arbitrage interne	337
A.	Remarques introductives	337
B.	Les principes	338
C.	Les dispositions générales	339
D.	La convention d'arbitrage	341

E. La constitution du tribunal arbitral	342
F. La récusation, la révocation et le remplacement des arbitres	344
G. Le déroulement de la procédure arbitrale	346
H. Le droit applicable et la sentence	350
I. Les procédures de recours et de révision contre la sentence	353
VIII. Les dispositions finales	357
A. Les dispositions d'exécution	357
B. Les dispositions transitoires	358
C. Les modifications à d'autres lois	362
Table de concordance entre le CPC et le P-CPC	363
Index numérique des articles du CPC	377
Index alphabétique	399